

nous faisons partie de l'OTAN ou que des troupes canadiennes se retrouvent aujourd'hui en Europe. C'est plutôt parce que nos intérêts en tant que nation l'exigent et parce que la fin d'une Europe libre compromettrait sérieusement notre capacité de maintenir nos libertés démocratiques ici même au Canada. »

Les résultats d'un sondage de l'institut Gallup Canada, dévoilés le 24 août 1987, indiquent que la majorité des Canadiens (57 %) pensent que nos troupes devraient continuer de servir en Europe dans le cadre de la participation du Canada à l'OTAN. Pour moins de la moitié de ce pourcentage (26 %), cependant, le gouvernement devrait rappeler ses troupes au Canada; 16 % des répondants étaient par ailleurs sans opinion.<sup>1</sup>

L'appui du public à l'OTAN apparaît encore plus clairement dans un sondage réalisé par Decima Research et Public Affairs International Ltd, et dans lequel les répondants devaient se prononcer sur l'OTAN (et non spécifiquement sur le maintien de troupes canadiennes en Europe). D'après ce sondage, 83 % des Canadiens estiment que nous devrions rester dans l'OTAN.<sup>2</sup> La même question posée sous forme d'énoncé (« le Canada devrait se retirer de l'OTAN ») dans un sondage mené par la firme Environics Ltd a ramené à 66 % le nombre de répondants favorables à l'OTAN (11 % se prononçant en faveur du retrait).<sup>3</sup>

Selon un sondage Gallup dont les résultats ont été rendus publics le 25 janvier 1988, il a été clairement établi que l'accord récemment conclu sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) recueillait l'appui de 74 % de Canadiens.<sup>4</sup> Depuis longtemps déjà, le Canada s'est prononcé en faveur d'un tel traité, et le fait qu'il ait été signé

constitue une justification de la politique de l'OTAN, que le Canada appuie fermement, et qui préconise de conjuguer la dissuasion et le dialogue.

Sur un plan plus général, le ministère des Affaires extérieures a chargé en avril 1987 la firme Longwoods Research Group Ltd d'entreprendre un sondage national sur diverses questions d'actualité en matière de politique étrangère. On a demandé aux personnes interrogées de décrire dans leurs propres termes le problème à l'échelle mondiale qui les préoccupait le plus. Il ressort du sondage qu'aucun problème en particulier n'a retenu l'attention de la majorité des Canadiens, mais ce sont les questions touchant de près ou de loin à la guerre et à la paix qui ont été le plus souvent mentionnées, soit par 46 % des répondants, alors qu'ils étaient 36 % en 1985.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Sondage réalisé entre le 4 et le 27 avril 1987 par l'échantillonnage aléatoire à l'échelle nationale de 1 011 répondants qualifiés, interviewés à domicile. Les résultats sont considérés exacts à 3,1 points de pourcentage près dans 95 % des cas.

Le sondage portait également sur 11 sujets spécifiques pour lesquels on a cherché à évaluer l'attitude générale des Canadiens afin de connaître leur opinion sur ce que devraient être les priorités du gouvernement canadien. Là encore, les questions liées à la guerre et à la paix revenaient presque toujours en tête de liste. De tous les enjeux, la paix internationale était la première des priorités, 54 % des Canadiens jugeant cette question « extrêmement préoccupante ». La limitation des armements venait en quatrième place avec 44 %.

Ces résultats paraissent conformes à la priorité que le gouvernement actuel accorde au contrôle des armements et au désarmement. Le Premier ministre Mulroney avait d'ailleurs déclaré le 31 octobre 1985 devant le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements que « le Canada travaillerait sans relâche pour réduire les tensions, apaiser les conflits et réunir les conditions d'une paix universelle durable. Jamais l'exercice de la volonté politique n'aura été plus important, car il y va de la vie de nos enfants et de l'humanité tout entière. » □

### Consultations bilatérales sur le contrôle des armements et le désarmement depuis 1987

Conformément aux objectifs du gouvernement canadien en matière de contrôle des armements et de désarmement tels qu'exposés dans le discours prononcé par le premier ministre Mulroney devant le Groupe consultatif des questions relatives au contrôle des armements et au désarmement le 31 octobre 1985, le Canada procède à des consultations annuelles et occasionnelles avec divers pays au niveau des hauts fonctionnaires. Voici une liste des consultations auxquelles le Canada a procédé récemment.

DATE	PAYS	LIEU
15 et 16 janvier 1987	France	Ottawa
9 février 1987	RDA	Berlin-Est
5 et 6 mars 1987	URSS	Ottawa
31 août - 1 <sup>er</sup> septembre 1987	République populaire de Chine	Ottawa
17 et 18 septembre 1987	Australie	Ottawa
20 octobre 1987	Tchécoslovaquie	Ottawa
11 janvier 1988	Japon	Ottawa
17 et 18 mars 1988	URSS	Moscou
21 et 22 mars 1988	Royaume-Uni	Londres
23 mars 1988	RFA	Bonn
11 avril 1988	Espagne	Madrid
13 avril 1988	Portugal	Lisbonne
18 avril 1988	Nouvelle-Zélande	Ottawa

<sup>1</sup> Résultats basés sur des interviews personnelles effectuées à domicile auprès de 1 040 adultes âgés de 18 ans et plus, entre le 5 et le 8 août 1987. Ils sont exacts à quatre points de pourcentage près dans 19 cas sur 20.

<sup>2</sup> Résultats basés sur 1 500 interviews effectuées entre le 12 et le 18 septembre 1987. Ils sont exacts à 2,6 points de pourcentage près dans 95 % des cas.

<sup>3</sup> Rapport du Sondage Focus Canada réalisé par Environics Ltd à l'automne 1987. Résultats basés sur 2 014 interviews effectuées entre le 1<sup>er</sup> et le 18 octobre 1987.

<sup>4</sup> Résultats basés sur des interviews personnelles effectuées à domicile auprès de 1 033 adultes âgés de 18 ans et plus, entre le 6 et le 9 janvier 1988. Ils sont exacts à quatre points de pourcentage près dans 19 cas sur 20.